

29 novembre 2000

Que faire après Seattle et Québec ?



Par Marc Bonhomme, membre de l'exécutif de Parti de la démocratie socialiste (Québec)

[Cet essai, qui bien sûr n'engage que son auteur, provient d'une réflexion à partir des débats sur la situation mondiale et les résistances tenus lors du Comité exécutif international (CEI) de la Quatrième Internationale, en octobre-novembre 2000. Il souffre certainement d'être basé sur des informations très parcellaires.]

L'émergence d'un nouvel internationalisme depuis l'insurrection zapatiste et l'appel de l'EZLN à fonder une Internationale de l'espoir pose la question de son organisation, de son programme et de sa stratégie. Y répondre commande au préalable d'apprécier la dynamique des forces et des faiblesses du capitalisme néolibéral de même que de brosser le panorama très mouvant de la société civile d'en bas émergent dans la construction de ce nouvel internationalisme. De cette compréhension devrait se dégager des éléments de réponse.

Le capitalisme néolibéral continue de se renforcer

Le capitalisme de l'an 2000 continue-t-il de se renforcer ou est-il en train de s'affaiblir sous le poids de ses propres contradictions en combinaison avec une remontée de la lutte sociale, surtout depuis 1995 ?

On peut invoquer la chute de l'URSS (1989-1991) et de son glacis comme un événement stratégiquement positif pour le prolétariat, ce qui ferait de la décennie 90 une décennie tout à fait différente de la décennie 80 qui fut certainement une décennie de renforcement du capitalisme culminant avec la chute du Mur de Berlin. Si la chute du stalinisme sera certainement à terme une libération pour les forces socialistes, la conjoncture dans laquelle cette chute s'est produite a plutôt davantage renforcé le capitalisme. On n'a qu'à se rappeler les ambiguïtés de *Solidarnosc* comme point tournant qui annonçait déjà que l'implosion du système soviétique allait bénéficier au capitalisme.

Le tournant de 1994-95 – la période inaugurée par l'insurrection zapatiste que la riposte française de la fin 95 a relayé dans les pays impérialistes – et tout ce qui s'ensuivit jusqu'aux événements de Seattle et après ne signifient-ils pas un affaiblissement du capitalisme ? Depuis lors, on note en effet une montée des luttes dans plusieurs pays dépendants, en Amérique latine mais aussi en Asie du Pacifique, même en Chine. Très récemment, il y a eu le renversement populaire de Milosevic et la nouvelle intifada palestinienne.

Il faut faire attention aux illusions d'optique et aux conclusions hâtives. Une montée des luttes, tout à fait réelle, ne signifie pas nécessairement que le capitalisme recule même si ses contradictions se multiplient, celles-ci étant d'ailleurs le substrat matériel de cette montée qui à son tour accentue les contradictions. Mais cet enchaînement vertueux pourrait tout aussi bien se casser sous l'effet d'une contre-offensive capitaliste qui se braquerait.

Les crises mexicaine, asiatique, russe et brésilienne ont été surmontées justement sur le dos des peuples même s'il en est sorti des forces nouvelles comme par exemple en Indonésie et en Corée. Les révoltes paysannes et ouvrières éparses se multiplient certes en Chine mais la direction chinoise maintient le cap sur l'approfondissement des réformes de marché mais qui ne sont pas définitivement irréversibles, contrairement à l'ex-URSS où pourtant la consolidation d'un capitalisme *normal* n'est pas un acquis. Les réformes de marché continuent leur avancée dans le sous-continent indien mais à travers un envenimant ethnique et religieux et un lourd contentieux Inde-Pakistan maintenant nucléarisé.

Le régime de parti unique mexicain est en voie d'être brisé mais au bénéfice de la droite. Le PRI est en crise mais le PRD qui a perdu devra aussi se redéfinir. Les Zapatistes ont disparu des radars. Au Brésil, le développement du réformisme dans le PT et de la bureaucratie dans la CUT sont contrebalancés par les avancées de la démocratie participative dans le Rio Grande do Sul sous l'égide de la gauche du PT et l'émergence du MST prémissière, peut-être, avec la CONAI équatorienne d'un nouveau type d'organisation politico-social prenant la relève des organisations politico-militaires d'antan. Justement, celles-ci sont en voie avancée de social-démocratisation, mais pas les FARC et ELP colombiennes qui ont créé une situation de double pouvoir territorial. En général, la gauche institutionnelle s'ossifie d'où la déception à propos du Forum de Sao Paulo. Mais il y a l'espérance du Forum de Porto Alegre en janvier.

L'Union européenne néolibérale avance mais c'est en s'embourbant dans une pré-crise monétaire et dans un imbroglio institutionnel parce que les peuples ne sont pas d'accord et que les bourgeoisies nationales se querellent. Reste qu'au cœur de l'Europe néolibérale, l'Allemagne, les réformes néolibérales procèdent sans trop de résistance pendant que l'attention se porte contre l'extrême droite. En France, où les résistances sont parmi les plus fortes, la gauche plurielle a

perversi les 35 heures contre le prolétariat et veut mettre sur pied des fonds de pension à l'anglo-saxonne.

Les incroyables résultats électoraux des ÉU annoncent peut-être une crise politico-constitutionnelle mais elles montrent certainement une consolidation de la droite tout en créant, cependant, de minces espoirs à gauche. Au Canada, les élections ont montré des partis qui masquaient leurs programmes droitiers dans une campagne de démolition de la personnalité des chefs et de démagogie populiste d'où a résulté un échiquier politique qui a encore glissé à droite.

Le capitalisme avance toujours à petits pas dans son projet néolibéral. Il s'efforce de mettre à l'écart les secteurs traditionnels tiers-mondistes qui s'accrochent aux formes de domination traditionnelle ; il tente de marginaliser les bureaucrates de l'Est incapables de se reconvertir ; il arbitre de plus en plus difficilement des conflits inter-impérialistes, surtout entre les ÉU et l'UE, de plus en plus durs suite à des luttes de marché de plus en plus âpres ; il s'impose à des peuples qui croient de moins en moins à l'idéologie néolibérale. Il parvient toujours, cependant, à maintenir un mode de fonctionnement démocratique formel qui légitime l'inacceptable et facilite les arbitrages.

Même les grands ténors bourgeois s'angoissent. De dire Greenspan : « *Les gens sont de plus en plus préoccupés par la distribution de la richesse et par les effets de la concurrence sur la civilisation.* » Et tous de se croiser les doigts devant l'éminence d'une crise majeure en souhaitant qu'elle ne soit qu'un *soft landing*. Les récents événements palestiniens et états-uniens, qui pourraient en être les déclencheurs, ne font rien pour calmer les esprits. La situation est instable, pour dire le moins.

Cependant, les contradictions de l'hégémonisme états-unien, dépendant de plus en plus du financement de capitaux rivaux pour doper ses investissements et sa consommation, mais bénéficiant d'une supériorité militaire écrasante, d'une unité politique relativement forte en comparaison de son principal rival européen et dominant mieux son prolétariat, l'amène non pas à des concessions mais à des durcissements. La présidence Clinton prône certes le dialogue avec les nouvelles forces de la société civile d'en bas mais c'est pour mieux ne pas avancer tant par rapport aux réformes des institutions de Bretton Woods que par rapport à la lutte contre l'effet de serre. L'hégémon états-unien est un géant aux pieds d'argile qui se braque de plus en plus.

Une instabilité structurelle

L'instabilité du capitalisme néolibéral n'est pas sans rapport avec les effets sur le prolétariat de ses caractéristiques structurels. D'une part le prolétariat a tendance à s'atomiser à cause de l'individualisation du travail et de la marchandisation du temps libre. Ses couches supérieures tendent à s'intégrer

au capital tant par le consumérisme financé par une combinaison de relatifs bons salaires et du crédit que, de plus en plus, par la financiarisation des pensions qui pousse l'intégration jusqu'au cœur de la reproduction du capital au point de faire participer ces couches à l'exploitation des couches les plus faibles. C'est là la méthode du capitalisme néolibéral pour se doter d'une base sociale. Mais elle dépend de l'empilement continu d'une montagne de dettes et du gonflement sans fin de la bulle spéculative.

D'autre part, cependant, les nouvelles méthodes de production nécessitent l'élévation du niveau culturel du prolétariat de même que la mondialisation du mode de production capitaliste fait du prolétariat la classe démographiquement la plus nombreuse par rapport à la petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle. Même la paysannerie, relativement de moins en moins nombreuse, se prolétarise directement et indirectement. Ce prolétariat, nombreux et plus instruit, est mieux en mesure de défendre les acquis de nationalisations, de services publics et de programmes sociaux de l'âge d'or d'après la Deuxième guerre. Il est aussi mieux en mesure de comprendre les dangers de catastrophe sociale et écologique du système de libre-échange et de s'organiser pour y résister.

Avec le développement des contradictions de ce système dans les années 90 s'est généralisé une attitude de rejet du néolibéralisme par la majorité de la population jusqu'au centre de l'impérialisme. Le libre-échangisme est en voie de perdre sa légitimité populaire d'où de fortes tensions au niveau des institutions de la démocratie bourgeoise. Ce rejet se combine à un début de mobilisation des couches exclues que ce soit les peuples des pays dépendants, en particulier le paysannat et la jeunesse, ou les femmes, les jeunes et les minorités dans les pays impérialistes. Manque à l'appel la mobilisation à grande échelle du prolétariat organisé qui commence cependant à bouger, davantage en France, en Corée et dans quelques autres pays qu'ailleurs. Le gel salarial, l'abaissement des conditions de travail, la dégradation des services publics et la fragilité grandissante de la financiarisation, combinés à une contrastante reprise prolongée qui donne de l'assurance, commencent à faire effet.

Mais le système de libre-échange progresse quand même... comme dans la mélasse au mois de janvier. Il n'y a pas, cependant, de perspective de stabilisation du projet néolibéral, tant s'en faut. Pour créer une demande solvable garantissant un taux de croissance soutenue, il lui faudrait un taux d'accumulation du capital supposant une reconquête rapide et une restructuration profonde des secteurs publics tant des pays impérialistes que de ceux des pays dépendants, anciens et nouveaux, au profit du capital impérialiste. Cela suppose des défaites stratégiques et profondes des prolétariats et des couches et peuples opprimés qui devraient en accepter les conséquences dures en termes de croissance de la misère, des inégalités, des exclusions, de catastrophes écologiques et de guerres.

Or il n'y a pas de telles défaites en perspective, comme en Italie au début des années 20, comme en Chine à la fin des années 20, comme en Allemagne en 1933 ou en Espagne à la fin des années 30. Même les sérieux reculs des années 80 en Grande-Bretagne et aux ÉU commencent à être surmontés, tout comme certaines défaites des mouvements de libérations nationales des années 50 et 60 en Asie du Pacifique. Les conditions objectives pour le développement d'une résistance mondiale commencent à apparaître. En va-t-il cependant de même pour les conditions subjectives ?

La nouvelle société civile d'en bas a rempli un vide social

L'émergence d'un mouvement anti-globalisation depuis 1994-95 est-il la prémisse d'une restructuration du mouvement ouvrier pour monter à l'assaut du ciel ou n'est-il qu'un faux départ d'une mouvance « brillante » qui s'éclate mais qui reste politiquement et organisationnellement étroite, une macédoine sans programme autre qu'un mélange contradictoire de « refus global » et d'élémentaires revendications démocratiques, composée d'organisations sans base sociale sérieuse, mélange contradictoire d'ONG branchées et de mouvements de jeunes libertaires, fonctionnant dans l'anarchie et de façon purement réactives courant après les Sommets des grands ?

Pour répondre à la question, il faut d'abord ne pas tomber dans le piège de l'idéalisation ni dans celui du rejet. Il ne suffit pas de dire qu'émergent de nouvelles couches jeunes – étudiantes, paysannes, exclues, ouvrières -- n'ayant pas connu les affres d'une génération de défaites néolibérales prêtes à recommencer 1968. D'abord l'assaut de la jeunesse soixante-huitarde fut un échec stratégique. Ensuite la jeunesse d'aujourd'hui est l'héritière du néolibéralisme pendant que celle de 1968 l'était des victoires, inachevées et récupérées, des trente glorieuses.

Alors, pétrie de gauchisme maoïste et de contre-culture anti-consumériste, elle tendait la main à des partis de gauche et à des syndicats social-démocratisés ou stalinisés, mais crédibles comme agents de changement social, qui ont refusé l'alliance proposée. Maintenant, pétrie de radicalisme démocratique *anti-corporation* et d'illusion technologiste, résultat de la démagogie anticommuniste et de l'échec historique du soviétisme, elle ignore partis de gauche et syndicats affaiblis qui se sont, pour la très grande majorité, assujettis au néolibéralisme.

Parce que la jeunesse anti-globalitaire rejeterait les organisations traditionnelles réellement existantes du mouvement ouvrier, les socialistes devraient-ils s'en désintéresser pour plutôt se restreindre quasi-exclusivement à un cadre partidaire et syndical même ouvert sur l'extérieur comme semble le penser le dirigeant de la gauche syndicale états-unienne Kim Moody (*Inprecor*, novembre 2000) ? Comment est aujourd'hui organisé le prolétariat après une génération d'assaut néolibéral ? L'incapacité syndicale, structurelle et politique, à organiser

les exclues, les précaires, la grande majorité des travailleuses et travailleurs du commerce, de la finance, des services privés et de l'économie de l'information mais aussi, dans les pays dépendants, de l'informel et de l'agriculture, ont laissé place à un foisonnement d'organisations alternatives définissant une nouvelle « société civile » populaire.

Les jeunes, les femmes, le paysannat et les habitants des quartiers et régions marginales s'organisent de plus en plus sur leur propre base. Ces organisations qui émergent, après une génération d'effort organisationnel au niveau des pâquerettes, sont extrêmement diversifiées dans leurs formes et parcellisées par secteurs, par régions et par nations, beaucoup plus que ne l'est le mouvement syndical que près de 200 ans de développement ont en grande partie uniformisé. Au Québec, que l'on pense aux organisations de femmes, étudiants, des bénéficiaires de l'assistance sociale, du logement, de l'environnement qui sont arrivées à s'unifier pas moins bien que le mouvement syndical avec des revendications pas moins pertinentes.

Le danger de la récupération

Bien sûr, au Canada par exemple, l'atelier fermé et la formule Rand ont permis au mouvement syndical de se doter de machines bureaucratiques autrement plus puissantes que celles de la nouvelle société civile populaire. Ce qui n'empêche pas le développement de petites bureaucraties, constituées de certains permanents et de non-permanents, en son sein. Mais la très grande différence de moyens fait-il qu'il y ait davantage de militantisme syndical que populaire ? La pauvreté en moyens relative de cette nouvelle société civile populaire, cependant, ne manque pas d'être utilisée comme tendon d'Achille pour leur contrôle social par la bourgeoisie et ses alliés bureaucrates.

Programme de subventions gouvernementales par projet, large accès aux médias nécessaire au succès des campagnes de financement public, fondations privées (surtout aux ÉU), grandes coalitions dominées par les directions syndicales et ONG bien pourvues de fonds capables de soutien matériel et de réseaux internationaux sont autant de moyens d'étouffer l'indépendance de classe de ces nouvelles organisations prolétariennes.

Cet encadrement est d'autant plus serré que ces organisations, représentant le prolétariat exclu et précaire, leur potentiel de riposte est d'autant plus explosif... ce qui pourrait déranger les bureaucraties. On note d'ailleurs comment l'intérêt ambigu des directions syndicales à s'associer à la nouvelle société civile populaire, là où il existe, trouve peu de contrepartie au niveau de l'unification mondiale militante des syndicats relevant d'une même transnationale au moins, par exemple, au niveau du mouvement des femmes.

La mobilisation syndicale reste essentielle

Cette nouvelle réalité, mal reconnue et parfois mal acceptée par la gauche syndicale, n'enlève rien au caractère névralgique des syndicats comme organisations du prolétariat sur les lieux de production là où la force de travail produit directement la plus-value. Même là où les syndicats ne bénéficient ni de la perception des cotisations syndicales à la source ni de l'atelier fermé ils demeurent les *primer inter pares* à cause de cela.

Le renversement du régime Milosevic l'a démontré : l'organisation étudiante Résistance à montré la voie mais ce sont les mineurs qui ont fait la différence en interrompant une production vitale (*Inprecor* de novembre 2000). En fait la fragilité syndicale a paradoxalement un bon côté : elle encourage la démocratie syndicale et le militantisme. Même la diversité syndicale qui en résulte souvent, se faisant sur une base politique, encourage l'émergence de syndicats faisant leur jonction avec la nouvelle société civile populaire, tel Sud en France par rapport aux Euro-marches.

La première vague : l'appel insurrectionnel des Zapatistes

Chose certaine, c'est généralement cette nouvelle société civile populaire qui, depuis le premier janvier 1994 avec l'insurrection zapatiste, a pris l'initiative d'initier le mouvement anti-globalisation. Auparavant, le paysannat de l'Inde et les habitants, par exemple, des quartiers marginaux du Venezuela et de la Tunisie, avaient bien ouvert la voie en se mobilisant contre le FMI/Bm et ses programmes d'ajustement structurel, mais leurs luttes n'avaient été que très peu relayées dans les pays impérialistes.

Tel ne fut pas le cas des Zapatistes relayés d'abord par la composante jeune libertaire dans les pays impérialistes mais aussi par le mouvement « 50 ans, ça suffit ! » en Europe. Même si cette première brèche se referma 2 ou 3 ans plus tard en partie à cause d'erreurs stratégiques des Zapatistes, qui exigeaient la liquidation des organisations voulant faire partie de leur Front, et à cause de la marginalisation et du chaos organisationnel des libertaires, il leur revient d'avoir osé déclarer la guerre au système de libre-échange au nom des peuples du monde.

Nul doute que c'est ce climat de mobilisation mondiale contre le néolibéralisme qui donna une résonance internationaliste aux mobilisations du mouvement ouvrier français en décembre 1995 qui, il faut s'en souvenir, avait été précédé d'une mobilisation des Françaises un mois auparavant. Mais malgré les manifestations pan-européennes contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, le mouvement français ne parvint pas à s'euro-péaniser durablement. Le relais fut pris par les Euro-marches, cumulant au printemps 97, qui donna le rôle dirigeant aux nouvelles organisations de la société civile populaire. Mais ce

mouvement, synthèse de l'appel zapatiste et du décembre français, se heurta à l'inertie des grandes centrales syndicales.

L'Union européenne ne fut pas le seul lieu où le nouvel esprit zapatiste se fit sentir. L'Albanie connut une brève situation pré-révolutionnaire après l'effondrement des pyramides financières, caricature du néolibéralisme. Au Zaïre, Mobutu était renversé. Cette première vague de l'offensive mondiale anti-néolibérale vit aussi l'émergence du KCTU sud-coréen en 1995 qui, en plus de se faire reconnaître légalement, mobilisa, au début 97, contre la réforme du code du travail qu'exigeait l'OCDE dont la Corée venait de devenir membre. Le mouvement populaire équatorien, surtout paysan et indigène, renversait un gouvernement discrédité qui imposait de brutales réformes néolibérales à un pays en crise. Au Brésil émergeait le Mouvement des paysans sans terre (MST) qui prenait la relève de la mouvance PT/CUT en retraite surtout après la victoire de Cardoso.

Aux ÉU, le mouvement syndical se renouvelait, conditionnant la victoire des Teamsters de UPS, alors que se renouvelait le mouvement anti-impérialiste en prenant pour cible la dénonciation de la sous-traitance des grandes chaînes de commerce vestimentaire dans le tiers monde. Au Canada, le référendum québécois d'octobre 95 passe à deux doigts de provoquer une dynamique de rupture. Au Canada anglais, une partie du mouvement syndical et le mouvement populaire s'unissaient dans les *Days of Action* contre le gouvernement ontarien Harris. Au Québec, en automne 96, ce fut le mouvement étudiant des Cégeps qui donna le pion à un mouvement syndical du secteur public qui n'osa pas passer à la grève.

En pointe émergent des mouvements nationaux politico-sociaux

Si l'insurrection zapatiste, culminant dans la Rencontre intercontinentale du Chiapas de l'été 96, enveloppe cette première montée d'anti-globalisation, celle-ci se caractérise par des mouvements qui restent avant tout nationaux. Certains sont cependant capables d'insurrections sur le coup victorieuses (Équateur, Albanie, Congo ex-Zaïre) mais inachevées c'est-à-dire qui n'arrivent pas à sortir de l'impasse et encore moins à rompre avec le néolibéralisme. L'insurrection zapatiste elle-même n'aboutit pas même si la mobilisation du peuple mexicain fait arrêter le massacre. Même le Canada, un des pays impérialistes parmi les plus instables à cause de sa fragilité nationale, aurait peut-être pu basculer dans une dynamique de changement social.

Surgissent aussi de cette première vague des mouvements, y compris des syndicats, de type nouveau. On pense à l'EZLN lui-même, mais surtout le MST et la CONAI équatorienne, des mouvements paysans-indigènes politico-sociaux plus que politico-militaires même si l'EZLN dénote plus une transition par rapport aux mouvements politico-militaires de la période précédente. Côté syndical, on

pense à Sud et au groupe des Dix en France, au KCTU coréen et même aux Teamsters du TDU avant sa reconquête par le groupe Hoffa. Ces syndicats, certes minoritaires dans leur propre pays, en plus de commencer à renouer avec l'abc du syndicalisme en termes de démocratie et de combativité, semblent aussi vouloir s'allier avec la nouvelle société civile populaire dans un esprit d'égalité et non de domination.

En 1997, cette première vague s'était épuisée vaincue à la fois par la reprise qui se généralisait des ÉU au restant du monde (sauf le Japon), tout en s'accroissant aux ÉU mêmes, par le refus des contingents majeurs du prolétariat organisé d'emboîter le pas et par l'incapacité de la nouvelle société civile populaire de nouer des liens organiques internationaux. Vint la crise économique majeure de 1997-98 qui, partie de la Thaïlande, s'étendit à l'Asie du sud-est puis à la Russie et au Brésil.

Cette crise, qui démontrait l'incapacité du capitalisme néolibéral d'apporter la prospérité au monde, sonna le glas de l'emprise de l'idéologie néolibérale sur les grandes masses, même aux ÉU où le caractère inégalitaire et spéculatif de leur exceptionnelle prospérité devenait très évident. En même temps, en exacerbant la lutte pour les marchés, cette crise envenimait les contradictions tant entre les blocs impérialistes qu'entre l'impérialisme et les pays dépendants.

La deuxième vague : un début de rassemblement internationaliste au Nord

Cette nouvelle fragilité devint manifeste dès 1998 quand de modestes mobilisations surtout en France (ATTAC) mais aussi aux ÉU, au Canada (Council of Canadians) et au Québec (Salami), mise en réseau par l'agence d'Internet, suffirent pour venir à bout de l'AMI, cette constitution mondiale du capitalisme néolibéral. Les Zapatistes du Sud venaient de passer le relais du leadership aux organisations telles ATTAC de France, Jubilee 2000 de Grande-Bretagne et DAN des ÉU.

Les pays impérialistes, poussés par les grandes mobilisations dans les pays dépendants, par l'ardeur de leur jeunesse radicale et quelques ONG d'avant-garde comme le CADTM, s'éveillaient à la lutte contre la globalisation. L'AMI allait donner Cologne, en juin 99, où à leur tour les Euro-marchés passèrent le relais, puis Seattle et Prague en passant par Bangkok, Washington et Melbourne.

La constance, dans la plupart des rassemblements depuis Seattle, fut qu'une coalition d'ONG *anti-corporate* (ex. ATTAC, Public Citizens, DAN), plus radicales que les ONG plus concertationnistes (ex. Oxfam, Médecins sans frontières) dominantes dans la période antérieure, ont su organiser la nouvelle société civile populaire (groupes étudiants, femmes, écologistes, démocratiques), spécialement la jeunesse radicalisée, parfois en jonction avec la gauche

syndicale (Seattle, Melbourne mais peu ou pas Washington et Prague) dans un mouvement démocratique dit de *global justice*.

Ce mouvement témoigne d'un premier rassemblement mondial effectif des forces prolétariennes contre la globalisation pour donner suite au cri de guerre des Zapatistes.

Une pléthore de faiblesses à surmonter

Ce ne sont pas, cependant, les faiblesses qui manquent. La direction n'est pas très liée à sa base et elle est elle-même pas très unifiée. C'est donc dire que l'organisation reste chaotique et constamment changeante. En contrepartie, on y a développé l'art de la coordination souple sur une base programmatique minimale — un refus global doublé d'aspirations démocratiques de transparence et de réformes anti-spéculative et anti-pauvreté — dans le respect de la diversité organisationnelle et des aspirations libertaires de la jeunesse radicale. Mais cette souplesse cache-t-elle une volonté d'embrigadement ?

La base aussi de ce mouvement est mince. Les gros contingents du prolétariat organisé n'y sont pas. Les masses opprimées se tiennent à distance ou ne se sentent pas concernées, que ce soit les gens de couleur du Nord ou les peuples du Sud et de l'Est. Même les femmes ont tendance à s'organiser à part, par exemple dans la Marche des femmes, sans trop savoir si son demi-succès aura des suites. La direction de cette mouvance anti-globalitaire est majoritairement mâle, pesante en couche intellectuelle, et les troupes fortement blanches.

Les relais néolibéraux dans le mouvement prolétarien restent, de leur côté, bien présents et organisés, que ce soit les grandes directions syndicales et celles des ONG plus traditionnelles. On l'a bien vu à Prague, au dernier grand rassemblement à ce jour, où les syndicats brillaient par leur absence et où les ONG concertationnistes ont condamné la prétendue violence des manifestations. Leur agenda en est toujours un de pleine participation aux Sommets officiels à égalité avec le patronat dans le but d'inscrire des clauses démocratiques, sociales et environnementales dans des accords de libre-échange par ailleurs pleinement acceptés. Même Jubilee 2000, à mi-chemin entre les deux composantes, a trouvé positive l'offre minimale d'effacement de la dette du ministre canadien des finances.

Ces mêmes positionnements, on les sent bien dans la préparation de la mobilisation contre le Sommet des Amériques, à Québec en avril 2001. Pire, on voit qu'une organisation comme ATTAC-Québec se laisse piéger par la condamnation de la prétendue violence de la CLAC lors de la manifestation contre la réunion du G-20 en octobre à Montréal. L'unité en construction de la composante anti-capitaliste entre OQP de Québec et la CLAC de Montréal en est sérieusement compromise face à la composante réformiste du Sommet des

peuples sous l'égide de l'Alliance continentale, dans les Amériques, et du RQIC, au Québec.

Même ATTAC-France, de concert avec la CGT, a refusé de s'associer avec des mouvements de la société civile populaire comme AC!, DAL, la Coordination des sans-papiers, le Mouvement des chômeurs, Ras l'front, SUD... dans *un appel des sans* appelant à une manifestation lors du récent congrès du Parti socialiste. Est-ce que la coalition mondiale anti-néolibérale en gestation s'effrite du moment que pèse des considérations de politiques intérieures ? En tout cas, cela signifie que sans forte poussée d'en bas certaines ONG clefs anti-néolibérales vacillent.

Place aux peuples des pays dépendants

Cette poussée d'en bas dépend toujours de mouvements nationaux qui restent importants dans cette deuxième vague qui se déploie depuis 1998. C'est le peuple indonésien, la gent étudiante à l'avant-garde mais avec une participation syndicale limitée, qui a chassé Suharto. Le peuple timorais n'a pas craint de payer un prix très élevé pour devenir indépendant. En Chine, les manifestations paysannes se multiplient pendant qu'aux Philippines le président corrompu, qui a tenté de sauver sa peau par l'aventurisme militaire, est prêt de la porte de sortie.

Le peuple péruvien a chassé Fujimori et celui de l'Équateur est allé jusqu'à pousser une pointe du côté du pouvoir populaire. La Colombie connaît une situation de double pouvoir. La Bolivie et l'Argentine connaissent des soulèvements de masse contre les politiques néolibérales. Au Brésil, des millions de personnes se prononcent contre le paiement de la dette et les politiques du FMI. Le peuple mexicain en a terminé avec le PRI.

En Serbie, Milosevic est renversé par une insurrection initiée par la jeunesse étudiante et relayée par le mouvement ouvrier. Le peuple ivoirien a contraint l'armée à rentrer dans ses baraquements. Le peuple palestinien est de nouveau soulevé contre l'occupant inspiré par la lutte victorieuse de libération nationale au sud-Liban. Des échos audibles lui parviennent du monde arabe obligeant les régimes arabes autoritaires et pro-américains à faire quelques pressions.

Bien sûr, tous ces contre-courants populaires dans un cadre national sont encore noyés dans l'immense flux planétaire néolibéral qui continue d'avancer. La bourgeoisie a repris le dessus en Équateur tout comme elle a remplacé Suharto par un pouvoir acquis aux politiques du FMI. Mais l'instabilité demeure et les espaces démocratiques conquis ne se sont pas refermés. De même au Mexique, en Côte d'Ivoire, en Yougoslavie malgré la victoire de forces prêtes à s'ajuster au système de libre-échange. Les énormes sacrifices palestiniens acculent dans un cul-de-sac politique le principal relais américain dans la région la plus stratégique du monde.

Pourquoi toutes ces luttes n'aboutissent-elles pas ? D'abord elles manquent d'une coordination internationale structurée nécessaire pour affronter un adversaire organisé internationalement tant sur le terrain économique, au niveau de son capital financier et des ses transnationales, que politique, au niveau des institutions de Bretton Woods et de l'ONU. Ce rattrapage à faire est maintenant de plus en plus compris, en particulier dans les ONG et dans la jeunesse radicalisée mais pas encore suffisamment chez la gauche syndicale et populaire.

Depuis 1998, cependant, cette coordination embryonnaire se construit surtout dans les pays impérialistes alors que les grandes mobilisations populaires ont lieu presque exclusivement dans les pays dépendants. Le prolétariat des pays impérialistes n'est pas au rendez-vous sauf peut-être dans certains pays nordiques (Danemark et Norvège). Cette contradiction explique sans doute les hésitations présentes de certaines ONG de la nouvelle vague. Le remède est évidemment d'inclure les organisations des pays dépendants dans cette direction en construction.

Celles-ci d'ailleurs ne sont pas demeurées passives. Par exemple, Jubilee Sud s'est inscrite dans la lutte pour l'annulation de la dette du tiers monde sur des positions plus radicales que Jubilee 2000. Les ONG du Nord les plus conscientes tendent la main au Sud. Tel est le but de la réunion de Dakar 2000 en décembre à l'initiative du CADTM. Tel est surtout le but du Forum social de Porto Alegre en janvier, que la rencontre de Genève en juin a commencé à préparer, dont un des buts est la constitution d'une large coordination mondiale des organisations sociales où les organisations des pays dépendants auraient toute leur place.

Pour une plate-forme d'unité mobilisatrice

La constitution de cette coordination pose la question du programme et de la stratégie, plus modestement de la plate-forme d'unité. Le forum de Porto Alegre veut en effet aboutir à une déclaration des organisations sociales. On en parlera à Dakar. S'agit-il d'une coordination souple de campagnes mondiales thématiques (annulation de la dette, taxe Tobin...) ? Faut-il privilégier certains thèmes comme par exemple l'annulation de la dette qui tend à devenir le thème le plus mobilisateur ? De quelle dette s'agit-il alors ?

Ne faut-il pas des revendications démocratiques par rapport aux institutions (qui va être responsable de la collecte ou de la distribution de la taxe Tobin ou de tout autre impôt mondial sur le capital ?) mais aussi par rapport aux droits démocratiques (droit de se syndiquer, de faire grève, l'autodétermination nationale, l'égalité femme-homme) ?

Mais comment rester concret, court et simple – la revendication de l'annulation de la dette du tiers monde est à cet égard exemplaire – pour s'en tenir à une

plate-forme mobilisatrice qui rencontre un écho sur le terrain des luttes sociales ? Ne faut-il pas éventuellement aboutir à des plate-formes imbriquées mondiale, régionales et nationales, même sectorielles à l'image de la Marche mondiale des femmes ?

Place à la politique, place aux partis de gauche

Se situer sur le terrain programmatique et stratégique c'est redonner au politique la place centrale. Cela devrait permettre aux partis de gauche de se raccrocher au train en marche. Ils ont été jusqu'ici passablement absents ou marginales dans le mouvement anti-globalisation. Les partis issus de la tradition stalinienne et sociale-démocrate, en plus de pactiser avec le néolibéralisme, avaient perdu même les traces d'internationalisme qu'ils avaient encore dans les années 70. Même les partis anticapitalistes s'étaient, pour la plupart, replier sur la scène nationale. Ce repli national avait aussi affaibli la Quatrième Internationale mais ne l'avait pas détruite, d'où sa capacité actuelle de réagir.

Beaucoup de partis se réclamant de la gauche se sont vus renforcer par la nouvelle vague anti-globalisation née avec le zapatisme. La social-démocratie néolibérale à visage humain, dont les récents convertis du stalinisme et de la tradition politico-militaire, a fait des gains importants tant en Europe occidentale qu'orientale mais aussi en Amérique latine et au Japon. Il en a été de même pour les partis anticapitalistes à leur échelle, le plus souvent dans un contexte de recomposition et d'alliances, aboutissement de l'échec du cycle historique de la Révolution d'Octobre.

Notons les succès relatifs du SSP écossais, de la London Socialist Action, de l'alliance LCR-LO aux élections européennes, du Bloc des gauches au Portugal et de la candidature Nader aux ÉU. Dans les pays dépendants, à une échelle peut-être un peu plus importante, on note l'apparition du Labour Party au Pakistan, du Revolutionary Workers Party aux Philippines et surtout de la victoire de la gauche du PT dans l'État brésilien du Rio Grande do Sul, ce qui a permis d'étendre à tout cet État l'expérience d'avant-garde du budget participatif.

Le succès de la gauche du PT à Porto Alegre, dans les moments les plus noirs de la réaction néolibérale, est certainement une leçon de dialectique et de persévérance révolutionnaire. Aujourd'hui, ce succès donne une base politique à la gauche anticapitaliste pour tenter de rassembler non seulement une coordination mondiale des organisations sociales mais aussi pour tenter de rassembler la gauche partidaire proprement dite.

Qui sera cette gauche partidaire qui se rendra à Porto Alegre ? Saura-t-elle accepter des courants en son sein tout en restant unie sur une base clairement anti-néolibérale ? Saura-t-elle aller au-delà de l'unité diplomatique du Forum de Sao Paulo, saura-t-elle devenir un pôle de direction programmatique et

stratégique dans la lutte mondiale contre le capitalisme néolibéral ? C'est là la gageure de Porto Alegre qui se propose de réunir une composante partidariaire pour une partie des séances de sorte à dégager une déclaration commune des partis de gauche qui seront présents.

Un rôle taillé sur mesure pour la gauche anticapitaliste

À l'occasion de rencontre de Paris *Un an après Seattle*, au début décembre, qui vise à préparer Porto Alegre, on espère faire une première réunion des partis de gauche. Faut-il ajouter que la gauche anticapitaliste, mais en particulier la Quatrième Internationale justement parce qu'elle a su maintenir une Internationale, a un rôle crucial à jouer tant dans le rassemblement des partis de gauche que dans celui des organisations sociales.

Ce rôle n'est pas qu'au niveau de l'organisation ou du réseau de contacts. Toute discussion sur la plate-forme créera des tensions au sein de la mouvance anti-globalisation puisqu'il s'agit de passer du refus aux alternatives. C'est même une excuse pour plusieurs de ne pas aller au-delà d'une attitude de refus et de vagues revendications où chacun trouve son compte. La conséquence de cette auto-limitation serait de laisser l'initiative politique aux directions des grands syndicats et des grandes ONG, autrement mieux structurées au niveau mondial que la gauche anti-néolibérale, qui se sont dotés d'un programme clair d'insertion de clauses sociales dans les accords de libre-échange et d'une stratégie bureaucratique de partenariat social.

La tradition de programme de transition de la Quatrième Internationale devrait pouvoir permettre de raccorder les tendances maximalistes présentes chez la jeunesse radicale et les tendances d'adaptation au néolibéralisme à visage humain présentes dans plusieurs organisations anti-néolibérales. La possibilité de faire cette synthèse en une plate-forme brève, claire, simple et concrète tout en dégageant une perspective anticapitaliste sera d'autant plus possible qu'il y aura sur le terrain des mobilisations sociales de grande ampleur.

Il y a aujourd'hui, face à un capitalisme globalisé, la possibilité et la nécessité de commencer à refonder une Internationale de masse, à plusieurs niveaux, basée sur les points forts des trois premières Internationales : un mouvement large de toutes les organisations ouvrières et populaires – luttant pour les intérêts immédiats du prolétariat dans le contexte d'aujourd'hui – comme le fut tendanciellement la Première ; un mouvement des partis ouvriers de masse – anti-néolibéraux dans le contexte d'aujourd'hui – comme le fut tendanciellement la Deuxième ; un mouvement d'organisations socialistes révolutionnaires – anticapitalistes dans le contexte d'aujourd'hui – comme le fut à ses débuts la Troisième.

Le 29 novembre 2000

